



COMMUNIQUÉ

Eolien industriel et démocratie ?

Le Collectif TNE Occitanie Environnement a apporté son soutien à la manifestation du samedi 21 janvier à Rodez organisée par l'Amassada. Il s'agissait de dénoncer le projet de poste 400kv Sud Aveyron, s'inscrivant dans un plan décidé par RTE (Réseau de Transport d'Électricité) pour évacuer la production des éoliennes industrielles qui ne cessent de se multiplier au détriment de nos territoires et malgré l'opposition grandissante des populations locales.

Cette manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes représentatives de la société civile, jeunes et seniors, de toutes appartenances sociales confondues, venues de toute la région. Elle s'est déroulée dans le calme et dans le respect. Les représentants du collectif ont veillé à ce qu'il en soit ainsi. La loi n'interdit pas à nos élus, nos administrations de nous entendre et de nous consulter : manifester est notre droit surtout quand les portes restent closes. Il y a donc lieu de s'étonner de l'attitude maladroite et disproportionnée des forces de l'ordre et des instructions qui leur auraient été données en ce sens par la préfecture.

Que craignait-on de nous ? Quelle idée se fait-on des citoyens et de leur droit à manifester ? Comment mettre en balance les quelques sacs de feuilles mortes et les branchages déposés devant la porte de la préfecture et les dégradations des milieux naturels et de la vie sociale provoquées par les industriels de l'éolien ? Si "trois agents ont été blessés" – selon le directeur de la sécurité interrogé par nos représentants il s'agirait d'une légère éraflure pour l'un d'eux – que dire des personnes vulnérables (enfants, personnes âgées...) qui ont été inconsidérément aspergés par un gaz irritant ? Quelle idée se font les représentants de l'État des citoyens qui exercent leur droit de manifester ? Quelle image donnent-ils de la démocratie ?

Le Collectif TNE Occitanie Environnement réitère son soutien à toutes les associations locales qui par les moyens légaux tentent de faire entendre raison aux pouvoirs publics contre des choix davantage dictés par des intérêts privés -financiers et industriels - que par l'intérêt général. Il s'inquiète d'éventuelles poursuites contre un des manifestants. Il dénonce toute tentative de jouer sur les peurs pour discréditer notre opposition résolue à l'éolien industriel et créer encore de la division entre les citoyens.